



CONTRAT DE PARTENARIAT INSTALLATEUR « PARTENAIRE AGIR PLUS D'EDF »

Conditions d'Application de l'offre ECLAIRAGE

Pour la promotion de l'Eclairage Public sur le territoire de la Réunion à compter du 1^{er} mars 2019

1 CONTEXTE ET OBJET DE L'OFFRE ECLAIRAGE PUBLIC

Le caractère électrique insulaire de la Réunion, ses contraintes géographiques, les limites de ses infrastructures portuaires et routières, imposent le recours à des solutions technologiques spécifiques, à l'origine de coûts de production d'électricité sensiblement plus élevés qu'en métropole continentale. Pour réduire ces surcoûts de production et les charges de service public de l'énergie (SPE) qui financent la péréquation tarifaire dans ces zones, la loi de finances rectificative pour 2012, en modifiant l'article L. 121-7 du code de l'énergie, a étendu le périmètre des coûts relevant des charges de SPE aux coûts supportés dans les ZNI par EDF du fait de la mise en œuvre d'actions de maîtrise de la demande d'électricité (MDE), dans la limite des surcoûts de production qu'elles permettent d'éviter.

La Commission de Régulation de l'Energie (CRE) a recommandé à la Collectivité de la Réunion de constituer avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), EDF et la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) un comité territorial consacré à la MDE. Ce Comité MDE a transmis à la CRE un dossier d'analyse des actions de MDE susceptibles d'être déployées dans le territoire. Ce dossier contient pour chaque action les éléments nécessaires à l'évaluation de la prime optimale à verser aux clients pour sa mise en œuvre ainsi que ceux qui justifient que la solution technique envisagée pour l'action de maîtrise de la demande considérée soit parmi les meilleures techniques disponibles au regard à la fois du nombre de kilowattheures évités, du coût par kilowattheure évité et de la durée de l'action envisagée. *

Au regard de ce dossier, la CRE a adopté un cadre territorial de compensation qui définit les actions retenues et leurs caractéristiques (nature de l'action, primes optimales, clients concernés niveau de performance,...). Ce cadre intègre et complète le dispositif des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) pour les actions relevant également de ce dispositif.

L'offre Eclairage Public s'inscrit dans cette démarche.

La nature et le niveau d'exigence sont la meilleure réponse aux attentes des clients soucieux d'une réalisation **de qualité**. Un éclairage de qualité doit apporter au Client au moindre coût et de manière durable, le confort attendu.

L'offre Eclairage Public vise donc à satisfaire au Client sur deux attentes vis-à-vis d'un éclairage de qualité :

- Le confort dans la durée grâce à des entreprises partenaires d'EDF qui par leur adhésion à la charte « Installateur Partenaire EDF » et dans le cadre de l'exercice de leur profession, se sont engagés à se conformer à des principes de qualité du service rendu au client :
 - o Le respect de la réglementation professionnelle ;
 - o Le respect de l'environnement ;
 - o La qualité des produits proposés ;
 - o Un conseil personnalisé au client ;
 - o La pose des matériels d'éclairage dans les règles de l'art ;
 - o Des contrôles sur la qualité des installations.
- Le moindre coût grâce à des matériels ou système économes en énergie et à l'attribution d'une aide à l'investissement, ci-après désignée « Prime Economies d'Energie, soutien public versé par EDF permettant de prendre en charge tout ou partie du surcoût de ce type de matériel. Cette prime pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de la Réunion en application de la délibération CRE du 2 février 2017 portant communication relative à la méthodologie d'examen des petites actions visant la maîtrise de la demande portant sur les consommations d'électricité dans les zones non interconnectées intègre et complète la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats D'Economie d'Energie. ».

L'offre Eclairage Public s'appuie sur les actions du cadre territorial de compensation suivantes actées par la CRE dans sa délibération du 17 janvier 2019 portant décision relative aux cadres territoriaux de compensation pour les petites actions de MDE en Corse, Guadeloupe, Guyane, Martinique, à Mayotte et à la Réunion :

- Réunion/Collectivités/ RES – Rénovation d'éclairage extérieur LED < à 300 points lumineux
- Réunion/Collectivités/ RES – Rénovation d'éclairage extérieur LED ≥ à 300 points lumineux

Les présentes Conditions d'Application ont pour objet de définir les conditions du partenariat entre EDF et l'Entreprise Partenaire Agir Plus d'EDF (ci-après l' « Entreprise ») pour l'offre Eclairage Public.

2 SYNTHÈSE DE L'OFFRE ÉCLAIRAGE PUBLIC

L'offre Éclairage public peut bénéficier à tout client de l'Entreprise souhaitant investir dans un programme de rénovation d'éclairage public selon les conditions d'éligibilité suivantes :

Terminologie :

- Éclairage public : c'est l'ensemble des moyens d'éclairage mis en œuvre dans les espaces publics, à l'intérieur et à l'extérieur des villes, très généralement en bordures des voiries et places, nécessaires à la sécurité ou à l'agrément de l'homme.

Clients concernés :

Critères	Clients	Maîtres d'ouvrage publics ou privés
Type d'installation		Éclairage public extérieur existant, autoroutier, routier, urbain, dit «fonctionnel », permettant tous les types de circulation (motorisée, cycliste). Éclairage existant d'ambiances urbaines : rues, avenues, parcs, allées, voiespiétonnes. Éclairage extérieur privé existant : voiries, parkings, parcs, etc. Cette opération ne concerne ni les illuminations de mise en valeur des sites ni l'éclairage des terrains de sport.
Travaux concernés		Mise en place de luminaires et d'armoires électriques neufs en réhabilitation.

Critères techniques :

Critères	Secteur	Maîtres d'ouvrage publics ou privés
Type de l'équipement		Mise en place de luminaires neufs dont la source lumineuse peut être remplacée
Conditions de pose		Installation réalisée par un professionnel, adhérent Qualif'Elec Éclairage Public (indices TN4 et ME4 ou TN3 et ME3)

Prime Economies d'Énergie :

Critères	Secteurs	Résidentiel / Tertiaire
Montant de la Prime économies d'énergie		De 300 € à 400 € suivant le volume de l'opération (hors opérations accompagnées par l'ADEME).

Mise en œuvre opérationnelle :

La mise en œuvre de l'offre s'appuie sur les Conditions Générales du contrat de partenariat installateur Partenaire Agir Plus d'EDF.

Les différents articles de ces dernières sont complétés par les éléments suivants qui précisent et détaillent les critères d'éligibilité de l'offre.

3 ELEMENTS COMPLEMENTAIRES DES CONDITIONS GENERALES SPECIFIQUES A L'OFFRE ECLAIRAGE PUBLIC

3.1 Complément de l'article 3 des CG : compétences métier et assurances professionnelles

L'entreprise

- doit justifier de la certification Qualif'Elec Eclairage Public (indices TN4 et ME4 ou TN3 et ME3).
- s'engage tout au long de son partenariat avec EDF à se conformer à des principes de qualité du service rendu au client de ces équipements ;
- a souscrit aux assurances professionnelles nécessaires à l'exercice de ses activités ;
- est à jour de ses obligations sociales et fiscales ;
- elle est avertie des responsabilités professionnelles qui lui incombent (notamment celles qui s'appliquent en cas de sous-traitance de ses chantiers), et des particularités des systèmes qu'elle installe ;
- elle est à jour de ses obligations sociales et fiscales ;
- est averti des responsabilités professionnelles qui lui incombent (notamment celles qui s'appliquent en cas de sous-traitance de ses chantiers) ;
- manifeste sa volonté de contribuer durablement, activement et directement au développement de la filière éclairage public à l'île de La Réunion, avec un souci permanent de qualité ;
- doit transmettre chaque année les documents suivants :
 - o Une attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité.
 - o Une attestation d'assurance décennale en cours de validité

En cas de sous-traitance, l'Entreprise doit :

- faire appel exclusivement à des installateurs qualifiés pour la pose d'éclairage public ;
- réclamer auprès du ou des installateurs une attestation indiquant qu'il(s) soi(en)t à jour de leurs cotisations sociales, fiscales et parafiscales.
- remettre copie à EDF de tous les documents prouvant les compétences métiers, assurance, et attestation fiscale des installateurs recrutés pour les travaux d'installations d'un éclairage public

3.2 Complément de l'article 4 des CG : formation / information

L'Entreprise doit participer à une formation sur les procédures de l'offre « Eclairage » organisée par EDF lors de la première adhésion.

3.3 Complément de l'article 5 des CG : démarche commerciale

Mécanisme général de mise en œuvre de l'offre Eclairage public

L'Entreprise:

- dispose d'un délai de 48 h pour rappeler le client après réception d'une demande de devis ;
- expose à son client l'offre Eclairage public et les conditions d'attribution de la Prime économies d'énergie correspondante ;
- préconise du matériel répondant au besoin du client et conforme aux critères techniques de l'offre Eclairage public ;
- présente, sous huit (8) jours maximum, un devis détaillé à son client en faisant apparaître clairement la Prime économies d'énergie, son montant à déduire ainsi le cas échéant que ses modalités de calcul ;
- fait signer le devis à son client ainsi qu'une attestation sur l'honneur (signée bénéficiaire de l'opération) ;
- réalise les travaux en respectant les conditions de l'article 3.4 des présentes Conditions d'Application puis signe elle-même l'attestation sur l'honneur. La date de signature doit être postérieure à la réalisation des travaux ;
- met en service l'installation en respectant les conditions de l'article 3.5 ;
- constitue le dossier client pour obtenir le remboursement des Primes économies d'énergie, dans le respect de l'article 3.7.

Prime économies d'énergie et critères techniques

Les travaux susceptibles d'être réalisés sont à minima conformes aux exigences de la fiche d'opération standardisée CEE suivante :

- RES-EC-104 : Rénovation d'éclairage extérieur

Le détail de cette fiche est disponible sur le site du Ministère de l'Environnement.

EDF verse une Prime économies d'énergie, soutien public permettant de prendre en charge tout ou partie du surcoût du luminaire. Cette prime pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de la Réunion en application de la délibération CRE du 2 février 2017 intègre et complète la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie. Cette prime est fonction du type de travaux.

Les montants des primes Economies d'Energie sont différenciés comme suit :

Sources lumineuses LED & projets < 300 PL

Périmètre Offre / Critères d'éligibilité		
<ul style="list-style-type: none"> - Porteur de projet unique, Appel d'Offres de réalisation unique - Zone géographique unique - Exploitant / Maintenance unique - Critères techniques obligatoires : cf. annexe 		
		Offre EDF
Phase 1 Diagnostic	<ul style="list-style-type: none"> • Optionnel 	<ul style="list-style-type: none"> • Cahier des charges type pour consultation BE • prime au financement du diagnostic : <ul style="list-style-type: none"> • aide ADEME (voir ADEME)
Phase 2 Réalisation	<ul style="list-style-type: none"> • Préparation et réalisation appel d'offres réalisation • Fourniture et installation de luminaires LED performants et de qualité • Rénovation / mise aux normes du réseau et des protections : obligatoire • Mise en place de systèmes de variation de puissance : optionnel 	<ul style="list-style-type: none"> • Prime économies d'énergie : 300 €/Point Lumineux

Sources lumineuses LED & projets ≥ 300 PL et < 1 000 000€

Périmètre Offre / Critères d'éligibilité		
<ul style="list-style-type: none"> - Investissements < 1M€, nombre PL ≥ 300 - Porteur de projet unique, Appel d'Offres de réalisation unique - Zone géographique définie dans le diagnostic - Maître d'ouvrage unique - Diagnostic obligatoire en suivant Cahier des charges type - Critères techniques obligatoires : cf annexe - Avis favorable EDF 		
		Offre EDF
Phase 1 Diagnostic	<ul style="list-style-type: none"> • Préparation et réalisation appel d'offres diagnostic • Réalisation de diagnostic : Obligatoire 	<ul style="list-style-type: none"> • Cahier des charges type pour consultation BE • prime au financement du diagnostic : <ul style="list-style-type: none"> • aide ADEME (voir ADEME) • aide au diagnostic (à discuter avec EDF) : jusqu'à 20%

Phase 2 Réalisation	<ul style="list-style-type: none"> • Préparation et réalisation appel d'offres réalisation • Fourniture et Installation de luminaires LED performantes et de qualité : Obligatoire • Rénovation / mise aux normes du réseau et des protections : Obligatoire • Mise en place de systèmes de variation de puissance: Obligatoire • Mise en place d'horloges astronomiques radio synchronisées avec GPS obligatoire 	<ul style="list-style-type: none"> • Prime économies d'énergie : 400 €/ PL
--------------------------------	--	---

Sources lumineuses LED & projets > 1 000 000€

Périmètre Offre / Critères d'éligibilité	<ul style="list-style-type: none"> - Investissement > 1M€ - Porteur de projet unique, Appel d'Offres de réalisation unique - Zone géographique définie dans le diagnostic - Diagnostic obligatoire en suivant Cahier des charges type (voir annexe 4) - Critères techniques obligatoires : cf. annexe - Préparation d'un dossier d'instruction de type "Grands Projets MDE" pour la CRE - Avis favorable CRE, EDF et ADEME
---	--

		Offre EDF
Phase 1 Diagnostic	<ul style="list-style-type: none"> • Préparation et réalisation appel d'offres diagnostic • Réalisation de diagnostic : Obligatoire • Réalisation de SDAL – Schéma Directeur d'Aménagement Lumière : Optionnel 	<ul style="list-style-type: none"> • Cahier des charges type pour Diagnostic, permettant de construire le dossier CRE • prime au financement du diagnostic : <ul style="list-style-type: none"> • aide ADEME (voir ADEME) • aide au diagnostic (à discuter avec EDF): jusqu'à 20%
Phase 2 Réalisation	<ul style="list-style-type: none"> • Préparation et réalisation appel d'offres réalisation • Fourniture et Installation de luminaires LED performants et de qualité : Obligatoire • Rénovation / mise aux normes du réseau et des protections : Obligatoire • Mise en place de systèmes de variation de puissance : Obligatoire • Mise en place d'horloges astronomiques radio synchronisées avec GPS Obligatoire • Dossier instruction grands projets, protocole de mesures et suivi 	<ul style="list-style-type: none"> • Cahier des charges type pour Réalisation • Appui technique à l'instruction CRE • Rémunération Grands Projets au MWh évité • Appui pour financement participatif • Appui pour recherche et obtention financements • Possibilité de Marché de Partenariat, Marché Global de Performance • Possibilité de AMO

La Prime économies d'énergie est destinée à l'investisseur (promoteurs immobiliers, particuliers, entreprises ou collectivités).

En règle générale, la participation financière d'EDF ne s'applique pas aux bâtiments résidentiels, tertiaires, industriels bénéficiant d'une subvention financière de l'ADEME. Néanmoins il peut y avoir des exceptions dans certains cas particuliers. Une convention spécifique avec des niveaux de Primes économies d'énergie adaptées pourra être établie entre EDF et le bénéficiaire.

De même en règle générale, la présente convention ne s'applique pas si l'investisseur ou le co-financeur est l'ANAH (Agence Nationale de l'Habitat). Néanmoins il peut y avoir des exceptions dans certains cas particuliers. Une convention spécifique avec des niveaux de Primes économies d'énergie adaptées pourra être établie entre EDF et le bénéficiaire.

La prime est répercutée intégralement par l'Entreprise sur le devis et la facture du client pour toute installation d'un isolant dans les conditions requises. La Prime économies d'énergie pour l'acquisition d'équipement permettant des économies d'énergies n'est à ce titre pas soumise à TVA. Elle sera donc déduite du montant TTC du devis et de la facture quand la TVA n'est pas déductible ou du montant HT dans le cas contraire.

Un bilan périodique des résultats obtenus sera réalisé entre EDF et les partenaires Agir Plus d'EDF. Le montant de la Prime économie d'énergie est susceptible d'évoluer en fonction de l'efficacité de cette prime.

Dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif, l'Entreprise s'engage à garantir la confidentialité des données à caractère personnel qu'elle serait amenée à connaître dans le cadre de l'exécution de la présente convention. A l'exception de la transmission à EDF notamment au travers des pièces justificatives, l'Entreprise s'engage à ne les divulguer en aucun cas, sous aucune forme, à quiconque.

3.4 Complément de l'article 6 des CG : réalisation des travaux

L'Entreprise s'engage à

- concevoir et installer le système dans les règles de l'art, le respect de la réglementation et des contraintes techniques spécifiées en annexe 2 pour des points lumineux connectés au réseau et en annexe 3 pour des points lumineux autonomes.
- à informer EDF par tous moyens de la date de début des travaux afin d'organiser des visites de contrôle en cours du chantier.
- respecter les délais convenus avec le client et réaliser les travaux devront dans un délai de 12 mois suivant la signature du devis. Passé ce délai EDF ne garantira plus le remboursement de la Prime économie d'énergie.

3.5 Complément de l'article 7 des CG : livraison – mise en main – après-vente

L'Entreprise s'engage à :

- livrer l'installation en respectant notamment les points suivants :
 - o régler et mettre en service l'installation, puis procéder à la réception des travaux en présence du client ;
 - o expliquer le fonctionnement.
- assurer au client une garantie (pièces et main d'œuvre) sur le luminaire posé et intervenir sous 48 heures ouvrables ;
- assurer la récupération et le traitement conforme des déchets issus de l'activité (Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques,...).
- informer des clients des autres possibilités permettant de faire des économies d'énergies (climatisation de classe A+++, conseil sur le bâti, éclairage performant, chauffe-eau solaire, etc...) ;
- informer les clients du passage éventuel d'un auditeur mandaté par EDF, après travaux, pour le contrôle de l'installation.

3.6 Complément de l'article 8 des CG : Qualité des travaux et suivi de la satisfaction client

Des contrôles sur site concernant au moins 5 % des installations frigorifiques annuelles de l'Entreprise seront réalisés par un auditeur désigné par EDF. Les contrôles seront effectués selon les modalités du cahier des charges validé par le comité MDE de la Réunion. Ce contrôle sera mis en place en continu par EDF sur la base des informations transmises au fil de l'eau via l'outil extranet. Il portera notamment sur les points suivants :

- cohérence entre les éléments mentionnés dans les factures et ceux réellement présents sur l'installation ;
- non-respect des critères techniques de l'offre ;
- non-conformité du raccordement électrique (coffret/armoire) ;
- pas de contrat de maintenance proposé ;
- respect des délais travaux.

Dans le cas où les contrôles révéleraient des réserves (au sens des définitions des Conditions Générales), l'Entreprise en sera informée et devra tout mettre en œuvre pour la mise en conformité des installations, dans la semaine suivant la notification des réserves. Des contre-visites pourront être exigées par EDF.

Le remboursement de la Prime économie d'énergie ne sera réalisé qu'après la mise en conformité des installations, sauf dans le cas où une réserve majeure porte sur l'impossibilité de bénéficier de la Prime économie d'énergie pour lequel celle-ci ne sera pas remboursée à l'Entreprise (dans le cas où la Prime économie aurait déjà été versée, le partenaire s'engage à la rembourser).

Si l'installation a été modifiée par le client postérieurement aux travaux, la responsabilité de l'Entreprise ne sera pas engagée.

Le résultat de ce contrôle pourra également conditionner la poursuite par EDF, du partenariat avec l'Entreprise.

3.7 Complément de l'article 9 des CG : Transmission de documents : procédure de constitution de dossiers de demande de CEE

Constitution des dossiers par l'Entreprise

Pour chaque client, un dossier Eclairage public complet est composé des éléments comme décrit dans le tableau ci-dessous :

Eléments du dossier Client	
Le devis ou le marché de l'installation conforme à la législation en vigueur mentionne : - l'adresse des travaux ; - la Prime économies d'énergie suivi de « soutien public versé par EDF pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de la Réunion intégrant et complétant la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie »), du montant unitaire exprimé en €, et du montant total de la prime.	<input checked="" type="checkbox"/>
L'attestation sur l'honneur renseignée et signée par L'Entreprise et le client. La date d'engagement de l'opération est la date d'acceptation de réalisation de l'opération (ex : date du devis ou du bon de commande). La date de signature du partenaire est postérieure à la réalisation des travaux. Attention ce document équivaut à un CERFA et ne doit en aucun cas être modifié.	<input checked="" type="checkbox"/>
Les pièces de marché jointes au procès-verbal de réception et la facture client conforme à la législation en vigueur mentionnent : - l'adresse des travaux ; - la Prime économies d'énergie suivi de « soutien public versé par EDF pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de la Réunion intégrant et complétant la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie »), du montant unitaire exprimé en €, et du montant total de la prime. - la nature, la quantité, la marque et le modèle des matériels posés - les mentions obligatoires associées aux fiches CEE valorisées. - les mentions: « bon pour accord » ou « devis accepté le », la date d'engagement et la signature du client obligatoirement manuscrites avec le cachet du client si c'est une personne morale.	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour chaque matériel mis en œuvre, l'entreprise transmet la fiche technique et/ou tous autres documents permettant de justifier de l'éligibilité du matériel.	<input checked="" type="checkbox"/>

Transmission des dossiers Eclairage Public à EDF par l'Entreprise

Les dossiers complets sont constitués puis transmis par l'Entreprise à EDF via l'outil de pilotage (extranet) au plus tard dans les trente (jours) jours suivant la date de fin des travaux. Passé ce délai, la Prime économies d'énergie correspondante ne pourra plus être réclamée par l'Entreprise à EDF.

Tout dossier incomplet, comportant des ratures ou modifications apparentes, ou présentant des non-conformités par rapport aux attentes ne sera pas accepté et n'ouvrira donc pas droit à remboursement.

Les dossiers non conformes feront l'objet d'une information transmise à l'Entreprise par EDF via l'outil de pilotage indiquant la (les) non-conformité(s) à corriger **sous un délai de dix (ans) jours ouvrés**.

L'Entreprise s'engage à monter des dossiers de qualité. Ainsi, EDF se réserve le droit de refuser de valider tout dossier ayant été déjà refusé trois (3) fois pour causes de pièces incomplètes ou invalides.

EDF s'engage à valider chaque dossier dans un dossier de trente (30) jours suivant la réception de l'ensemble des pièces conformes.

Modalité de remboursement des Primes économies d'énergie.

L'Entreprise établit une facture mensuelle récapitulative des Primes économies d'énergie avancées correspondante aux dossiers Eclairage Public complets déposés et validés par EDF, qu'il doit scanner et déposer au plus tard le dix (10) du mois M+1 sur le portail extranet partenaire.

La facture devra :

- porter précisément et exclusivement sur les dossiers validés,
- mentionner le numéro du Bon de Remboursement affecté lors de chaque saisie dans le portail extranet partenaire.
- faire apparaître distinctement la Prime économies d'énergie ou la Prime économies d'énergie « coup de pouce ». La Prime économies d'énergie, en tant qu'aide à l'acquisition d'équipement permettant des économies d'énergies n'est pas soumise à TVA.
- mentionner toute taxe additionnelle.

Au regard du suivi comptable mis en place par EDF, une régularité de la facturation de l'Entreprise est indispensable.

Dans tous les cas, le paiement effectif des Primes économies d'énergie et par conséquent le maintien du partenariat sera conditionné par les résultats des contrôles comme définis à l'article 8 des Conditions générales.

La dépense afférente est mandatée et liquidée par EDF qui engage le paiement à trente (30) jours à date de réception de facture par virement bancaire sur le compte de l'Entreprise.

L'Entreprise transmet directement la facture originale mensuelle récapitulative des primes Economies d'Energie **sans TVA** à :

EDF Service Efficacité Energétique
8 Avenue Georges Brassens
CS 62009
97744 SAINT-DENIS MESSAG CEDEX
A l'attention d'Eulalie ROBERT

L'Entreprise devra signaler à son interlocuteur EDF toute modification de SIRET afin de mettre à jour le système de comptabilité et ainsi garantir le paiement des primes.

Important :

Dans le cadre de ses relations commerciales permanentes avec les consommateurs d'électricité, EDF est susceptible de passer des conventions de partenariat MDE directement avec ses clients. Ces conventions peuvent également inclure le versement des primes économies d'énergie pour les travaux décrits dans les présentes conditions d'application.

Il est entendu que des travaux faisant déjà l'objet de versement des Primes économies d'énergies au travers d'une convention de partenariat MDE passée directement entre EDF et le client ne pourront être repris et intégrés par l'Entreprise dans le cadre du contrat de « Partenaire EDF ».

Afin d'éviter ce risque de « doublon » sur notamment l'attribution de la Prime économies d'énergie, l'Entreprise doit vérifier auprès de son client que celui-ci n'a pas déjà signé une convention MDE avec EDF portant sur le versement des primes pour des travaux de l'offre Confort Thermique.

Pour toute installation qui serait réalisée sur des bâtiments résidentiels et tertiaires, l'Entreprise devra au préalable communiquer à EDF si le client final bénéficie d'une aide par exemple du FEDER, de la REGION REUNION ou de l'ADEME. Cette information sera impérativement communiquée avant la réalisation du devis par l'Entreprise.

3.8 Complément de l'article 10 des CG : Autorisation d'utilisation des visuels EDF

EDF est propriétaire de tous les supports, logotypes (charte « Installateur Partenaire EDF » et supports publicitaires), slogans des campagnes de communication liées à l'opération et pourra à la demande des adhérents signataires les autoriser à utiliser ces supports pour des opérations commerciales ou des communications conformes à la Charte « Installateur Partenaire EDF » (insertion du logo de la charte sur papier à en-tête, devis, marquage sur véhicule, etc.).

Dans tous les cas de figure, toute utilisation par l'Entreprise des supports, après une demande écrite adressée à EDF, devra faire l'objet d'un accord écrit par EDF.

3.9 Complément de l'article 15 des CG : Suspension et résiliation du contrat

Le taux de réserve mineure est de 20 % des dossiers contrôlés. Au-delà de ce taux, EDF pourra résilier le contrat de partenariat.

Pour les réserves majeures,

- La **première** réserve majeure constatée entraînera l'émission d'un courrier d'avertissement ;
 - La **deuxième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée de trois (3) mois ;
 - La **troisième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée de six (6) mois
- La **quatrième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée d'un (1) an ;

Toute réserve relevant d'une fraude manifeste entraînera la résiliation du contrat de partenariat.

ANNEXE CRITERES D'ELIGIBILITE

v. mars 2019

FILIERE ECLAIRAGE PUBLIC

Rénovation de l'Eclairage Public LED – Critères d'éligibilité

Ce document résume les critères d'éligibilité pour les projets de rénovation de l'éclairage public. Ce document est diffusé à titre d'information ; EDF se réserve la possibilité de faire évoluer les critères d'éligibilité en cohérence avec les évolutions techniques, des Normes et de l'état de l'art.

Table des matières

Contrôles et versement des primes économies d'énergie	1
Diagnostic - Etude technique de l'installation à rénover	1
Normes à respecter pour la rénovation des luminaires et des armoires	1
Contraintes techniques pour les nouveaux luminaires	2
Contraintes techniques pour les armoires	4

Contrôles et versement des primes économies d'énergie

EDF se réserve la possibilité de conditionner le versement des primes à des contrôles avant et après travaux :

Un contrôle ex-ante (avant travaux) est réalisé sur les diagnostics, les cahiers des charges, les fiches produits, et les certifications d'organismes indépendants pour le respect des paramètres techniques du projet et des produits.

Un contrôle ex-post sur l'installation réalisée, permettant de vérifier la correcte installation du matériel et le respect des performances d'éclairage et énergétiques annoncées (☒ *cahier des charges du contrôle ex-post à réaliser*).

Selon la taille du projet, la totalité des primes économies d'énergie pourra être versée seulement après la réalisation du contrôle ex-post.

Diagnostic - Etude technique de l'installation à rénover

Un diagnostic est demandé pour les projets supérieurs à 300 points lumineux. Faire référence aux cahiers de charges type mise à disposition par EDF, en collaboration avec l'ADEME.

Le diagnostic doit permettre d'établir notamment les éléments suivants :

une **proposition de projet de rénovation** ;

les **niveaux d'éclairements ou luminances maintenus** suivant les nouveaux critères de classification des voiries de l'Association Française de l'Eclairage et de la Norme NF EN 13201 ("éclairer juste") ;

les **économies d'énergie du projet de rénovation**, avec le calcul de la puissance installée et de l'énergie consommée avant travaux / après travaux (auxiliaires d'alimentation inclus).

Normes à respecter pour la rénovation des luminaires et des armoires

Le projet de rénovation de l'éclairage public doit répondre aux exigences de sécurité imposées par les normes en vigueur au moment des travaux ; toute modification sur les candélabres et sur les armoires oblige, en matière de sécurité, la mise à niveau des éléments concernés suivant le respect des normes en vigueur.

Principales Normes applicables (liste non-exhaustive) :

Définition et validation des niveaux d'éclairage dans l'espace public : NF EN 13201 (5 parties) ;

Normes et règles d'installation : NFC 17-200, NFC 17-202, NFC 17-205, NFC 15-100 ;

Les luminaires devront avoir le marquage CE (obligatoire) et les rapports d'essais justifiant la conformité aux normes seront fournis

Contraintes techniques pour les nouveaux luminaires

Critère	Valeur exigée	Explication
1) Efficacité Lumineuse [lumen/watt]	Cas n°1 Luminaires routiers voies urbaines : Efficacité lumineuse en sortie luminaire aux conditions prévues de fonctionnement ≥ 110 lumen/Watt Cas n°2 Luminaires résidentiels (parcs squares promenades) : Efficacité lumineuse ≥ 90 lumen/Watt Le calcul de l'efficacité lumineuse est effectué selon les normes. NF EN 62722-21 et certifiée par un organisme indépendant.	L'efficacité lumineuse élevée contribue à la performance énergétique du luminaire. Contrainte de la fiche CEE RES-EC-104 augmentée à 110 lumen/Watt.
2) Puissance installée [Watt]	Baisse de la puissance installée d'au moins 20% ¹ .	Garantie des économies d'énergie.
3) Température de couleur [K]	Température de couleur comprise entre 2200 KELVIN (blanc chaud) à 3000 KELVIN (blanc chaud)	Une température de couleur trop froide (>3000 K) n'est pas acceptable pour le confort des usagers. Risques de pollution lumineuse liés à la forte proportion de lumière bleue émise par les LED de couleur blanc froid.
4) Luminaires et sources LED	Les sources LED et les luminaires sont intégrées, avec des optiques et des systèmes de dissipation de la chaleur intégrés	La qualité des optiques intégrées dans le luminaire contribue à la performance énergétique du luminaire L'intégration des LED dans le luminaire permet d'optimiser la dissipation de chaleur et donc la durée de vie et l'efficacité lumineuse Sécurité des usagers en éclairage fonctionnel http://www.afe-eclairage.fr/docs/2015/12/15/12-15-15-8-38-Point vue AFE LED de substitution éclairage public.pdf
5) Durée de vie à 80% du flux initial(L80B10)	70 000 heures ou supérieur La durée de vie des LED devra être estimée selon les règles LM80 et TM 21 ou NF EN 62722-21 ² et certifiée par un organisme indépendant.	

¹ Les cas de résorption d'installations présentant des défaillances de conception, avec notamment un éclairage insuffisant, seront traités de manière dérogatoire à cette condition et feront l'objet d'une instruction spécifique.

² Calcul par extrapolation après test de max 6000 heures

Critère	Valeur exigée	Explication
6) Durée de vie pour 5% de défaillances	50 000 heures ou supérieur La durée de vie des luminaires devra être estimée selon les règles LM80 et TM 21 ou NF EN 62722-21 ³ et certifiée par un organisme indépendant.	
7) Garanties fournisseur	5 ans minimum sur l'ensemble des équipements du luminaire (drivers, électronique...), aux conditions d'utilisation locales. Intégrité mécanique : 12 ans	
8) Upward Light Ratio – ULR[%]	Cas n°1 Luminaires routiers voies urbaines : $ULR \leq 1\%$ Cas n°2 Luminaires résidentiels (parcs squares promenades) : $ULR \leq 1\%$ Note : ULR de l'ensemble installé, pas uniquement ULR théorique	Pourcentage de lumière diffusée au-dessus de l'horizontal – Ce paramètre doit être plus faible possible pour limiter la pollution lumineuse Contrainte de la fiche CEE RES-EC-104.
9) Protections aux surtensions	Installation d'un para surtenseur ou para foudre 6KV au candélabre	Nécessaire à la protection des composants électronique en cas de surtension atmosphérique (foudre) ou de manœuvre
10) Indice de Protection IP[%]	65 ou supérieur	Contrainte de la fiche CEE RES-EC-104.
11) Tenue à la corrosion	<i>Pour les luminaires installés en bord de mer</i> : Tenu à la corrosion pour des atmosphères marines	
12) Risques photobiologiques	GR0 - groupe de risque 0 : pas de risque quel que soit le temps d'observation de la source Selon la Norme Risques photobiologiques NF62471	La norme NF62471 définit quatre groupes de dangerosité pour les sources de rayonnements optiques liés à la durée d'exposition maximale admissible de l'œil à la lumière
13) Communication / Contrôle	Dispositifs de communication et contrôle ouverts ou prévoyant des passerelles pour interface et compatibilité avec dispositifs et logiciels tiers <i>Recommandé</i>	

³ Calcul par extrapolation après test de max 6000 heures

Contraintes techniques pour les armoires

Critère	Valeur exigée	Explication
14) Protection Classe I Classe II en fonction du réseau électrique locale	Selon les normes existantes	Normes de sécurité, protection et durée de vie des installations
15) Protections différentielles contre les contacts indirects	Selon les normes existantes	Normes de sécurité, protection et durée de vie des installations
16) Interrupteur frontière cadenassable	Selon les normes existantes	Normes de sécurité, protection et durée de vie des installations
17) Protections contre lessurintensités / Pic de puissance	Installation de disjoncteurs "COURBE B"	Normes de sécurité, protection et durée de vie des installations
18) Protections aux surtensions	Installation d'un parafoudre en tête d'armoire	Normes de sécurité, protection et durée de vie des installations
19) Horloge astronomique	Mise en place d'horloges astronomiques radiosynchronisées avec GPS <i>Optionnel si <300 points lumineux</i>	Les horloges astronomiques permettent d'augmenter la performance énergétique Contrainte de la fiche CEE RES- EC- 107
20) Gestion des heures creuses / Variation de puissance	Luminaire avec abaissement puissance ou Bi puissance détection de présence pour heures creuses du trafic en de nuit <i>Optionnel si <300 points lumineux</i>	La limitation de puissance aux heures creuses permet d'augmenter la Performance énergétique 40% Contrainte de la fiche CEE RES- 103